Mouvement international ATD Quart Monde
Comité international 17 octobre
Forum du refus de la misère
Juillet 2026

Synthèse des réponses reçues à la consultation soumises au Comité international 17 octobre

Journée mondiale du refus de la misère 2026

Table des matières

Introduction....5
Quelques statistiques....7
1. Choix des thèmes proposés....7
1.1 Choix des thèmes proposés....7
1.1 Variantes et approfondissements autour des thèmes proposés....7
1.1.1 Autour de « Tous ensemble dans la dignité »....7
1.1.2 Autour de « Tous les droits humais pour tous »....7
1.1.3 Autour de « La dignité d'abord »....8
1.2. Combinaisons des thèmes proposés....8
1.3. Thèmes liés aux conflits, à la violence et à l'insécurité....9
1.4 Lien avec l'environnement et le développement durable....9
1.5 Contributions "inclassables"....10
2. Arguments en faveur des thèmes....10
2.1 La dignité comme fondement absolu....10
2.2 Les droits humains comme indispensables et universels....11
2.3 L'importance du collectif, de l'unité et de la solidarité....11
2.4 La pauvreté comme violation directe de la dignité et des droits....12
2.5 Violences, conflits et crises : une destruction de la dignité....12
2.6 Exclusion, invisibilisation et mépris des pauvres....12
2.7 Lien indissociable entre dignité et droits humains....12
2.8 Limites ou critiques des formulations proposées....13
2.9 Quelques formulations puissantes....13
3. Réflexions sur une phrase de la Dalle du Trocadéro....13
3.1 La misère est une violation directe des droits humains....13
3.2 La misère est une atteinte à la dignité humaine (humiliation, dévalorisation, invisibilité)....14
3.3 Le manque de logement viole la dignité et les droits humains....14
3.4 La misère empêche de satisfaire les besoins essentiels pour vivre dignement....14
3.5 La misère crée une insécurité permanente (peur, instabilité, expulsion)....15
3.6. La misère entraîne stigmatisation, jugement et discrimination....15
3.7 La misère prive de voix, de reconnaissance et de participation....15
3.8 La misère est systémique....16
4. Des droits humains universels, inaliénables, interdépendants et indivisibles....16
4.1 « Universels »....16
4.2 « Inaliénables »....16
4.3 « Interdépendants / indivisibles »....17
5. Les rôles que les personnes vivant dans la pauvreté devraient jouer....17
5.1 Être actrices à part entière (et non bénéficiaires passifs)....17
5.2 Apporter leur savoir et leur expérience....17
5.3 S'unir davantage....17
6. Mesures qui devraient être prises....18
6.1 Garantir la participation réelle....18
6.2 Transformer les systèmes et lutter contre les injustices....18
6.3 Créer des espaces, du lien social et de la solidarité....18
7. Que signifie le droit à un logement sur une planète durable ou le droit d'habiter la terre ?...19
7.1 Un droit fondamental : avoir un logement digne....19
7.2 Sécurité, stabilité et protection....19

7.3 Conditions de vie dignes et accès aux besoins essentiels....19
7.4 Habiter une planète, un environnement durable....20
7.5 Justice sociale, justice environnementale et inégalités....20
7.6 Habiter : bien plus qu'un toit....20
7.7 Lien à la terre et enracinement dans un lieu, une communauté....21
7.8 Pouvoir d'agir, participation et reconnaissance....21
8. Sur le sans-abrisme et le logement, y compris le droit à la terre et à toutes ses ressources....21
8.1 Expérience vécue du sans-abrisme : souffrance, perte de dignité et d'identité....21
8.2 Le logement comme condition de dignité, de liberté et de stabilité....21
8.3 Vulnérabilités spécifiques : femmes, enfants et personnes en situation de handicap....22
8.4 Le sans-abrisme comme violation des droits humains....22
8.5 Droit à la terre et aux ressources : condition de vie et de survie....22
8.6 Inégalités d'accès, pauvreté et accaparement des ressources....23
8.7 Conflits, déplacements et catastrophes : causes majeures du sans-abrisme....23
8.8 Précarité des conditions de logement et habitat informel....23
8.9 Manque de politiques publiques et réponses insuffisantes....23
8.10 Environnement, exploitation des ressources et impacts sur le logement....23
8.11 Approche globale : logement, droits et bien-être....24
8.12 Solidarité, engagement et pistes d'action....24
9. Le sous-thème pour 2026 : « droit au logement », « droit à un chez soi » ou « droit d'habiter la terre »....24
9.1 Arguments positifs....24
9.1.1 Arguments positifs pour « droit au logement »....24
9.1.2 Arguments positifs pour « droit à un chez soi »....25
9.1.3 Arguments positifs pour « droit d'habiter la terre » / « droit à l'habitat »....25
9.2 Critiques récurrentes....25
9.2.1 Sur « droit au logement »....25
9.2.2 Sur « chez soi »....25
9.2.3 Sur « habiter la terre »....26
10. Autres sous-thèmes suggérés....26
10.1 Droit au logement / logement décent....26
10.2 Droit à un foyer / chez soi / lieu de vie....26
10.3 Droit d'habiter / droit sur la terre....26
10.4 Accessibilité, inclusion et dignité....27
10.5 Propriété, résidence et documents légaux....27
10.6 Sécurité, ressources et équité....27
10.7 Engagement collectif et volontariat....27
11. Quels obstacles empêchent les personnes vivant dans la pauvreté d'accéder à ces droits ?. 27
11.1 Crise du logement et inégalités d'accès....27
11.2 Pauvreté économique et manque de ressources....28
11.3 Discriminations, stigmatisation et manque de reconnaissance....29
11.4 Manque d'information, d'éducation et capacité à faire valoir ses droits....29
11.5 Défaillances des institutions, gouvernance et accès aux services....30
11.6 Facteurs structurels, environnementaux et sécuritaires....30
12. Autres réflexions/expériences à ajouter sur Dignité et Droits Humains....31
12.1 Dignité humaine et droits humains : fondements et principes....31
12.2 Dignité vécue dans la vie quotidienne....31
12.3 Logement, sécurité et conditions de vie fondamentales....31
12.4 Accès à la nourriture, santé et besoins essentiels....31
12.5 Éducation, conscience et autonomisation....32
12.6 Travail, revenus et protection économique....32

12.7 Violences, exclusion, justice et responsabilité publique.....32
12.8 Réflexions générales / paroles fortes pour la note conceptuelle.....32
13. Autres réflexions/expériences à ajouter sur le droit à un chez soi sur une planète durable..32
13.1 Le logement est une condition fondamentale de la dignité humaine.....32
13.2 Le vécu du sans-abrisme et de l'instabilité du logement est une violence quotidienne..33
13.3 Le logement ne se limite pas à un toit, mais à "habiter".....33
13.4 Un logement digne suppose des conditions de vie adéquates (santé, espace, services). 34
13.5 Le logement doit être accessible à tous, notamment aux personnes vulnérables.....34
13.6 Le droit au logement dépend de choix politiques et doit être garanti.....34
13.7 L'accès à la terre est une condition essentielle du droit au logement.....34
13.8 Le logement est indissociable des enjeux environnementaux.....35
13.9 Les inégalités, la stigmatisation et le regard social aggravent l'exclusion.....35
13.10 Les crises (guerres, catastrophes, déplacements) aggravent la privation de logement. 35
13.11 Le logement conditionne l'ancrage social, familial et communautaire.....35
14. Quels types d'outils pour organiser correctement les contributions (en particulier collectives) ?.....35
15. Quelles interactions avec le public le 17 octobre ?.....37
16. Échos des rencontres par Zoom.....40

Introduction

Comme chaque année, à travers ce document, nous présentons de manière synthétique les résultats de la consultation sur le thème de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. L'année dernière, nous avons mis fin à un cycle de deux ans, durant lequel le thème principal choisi était « La maltraitance sociale et institutionnelle ».

Pour les trois prochaines années, de 2026 à 2028, nous aimerions proposer un thème principal axé sur les droits humains fondamentaux et/ou la dignité.

Les raisons de cette proposition de thème sont les suivantes :

Au cours des prochaines années, au niveau mondial, les Nations Unies et leurs partenaires travailleront au suivi du deuxième Sommet mondial pour le développement social (lire la prise de position d'ATD ICI) et au renouvellement des Objectifs de développement durable pour 2030.

Trois anniversaires importants sont également à noter :

2026 – le 60e anniversaire de deux traités fondamentaux relatifs aux droits humains :
Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui nous garantit des droits civils et politiques, notamment le droit de vote et le droit à un procès équitable, le droit de ne pas être soumis à la torture et à des traitements dégradants, la liberté d'expression et de réunion, ainsi que le droit de ne pas être victime de discrimination.
Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui nous garantit des droits sociaux et économiques, notamment le droit au travail, à la sécurité sociale et à des soins de santé, ainsi qu'à un logement et une éducation de qualité et abordables.

2027 – 40e anniversaire des commémorations du 17 octobre et inauguration de la dalle commémorative du 17 octobre sur le parvis des droits de l'homme du Trocadéro, à Paris, en hommage aux victimes de l'extrême pauvreté.

2028 – 80e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme
Compte tenu de ces trois anniversaires importants et du contexte de solidarité et de mobilisation qu'ils créent, compte tenu de la place centrale occupée par les droits humains dans vos réponses aux consultations thématiques des années précédentes.

Pour l'année 2026, compte tenu des appels urgents à l'action en faveur du sans-abrisme, du logement et d'un mode de vie durable sur une planète durable, nous proposons de mettre l'accent sur le droit à un logement (des conditions de vie décentes) sur une planète durable, un thème qui n'a jamais été abordé auparavant pour le 17 octobre.

En outre, 2026 marque également le 50e anniversaire de la première Conférence des Nations unies sur les établissements humains, HABITAT 1, qui s'est tenue à Vancouver en 1976.

C'était enfin une des propositions fortes dans les contributions à la consultation l'année dernière.

Remerciements

Nous adressons nos sincères remerciements à toutes les personnes ayant contribué à cette synthèse. Vos efforts collectifs sont non seulement indispensables à notre équipe de coordination du Forum, mais également fondamentaux pour le succès global de la consultation.

Nous exprimons une gratitude particulière aux traducteurs et traductrices pour leur soutien inestimable dans l'amélioration de la clarté des contributions en plusieurs langues.

Quelques statistiques

En 2026, nous avons reçu 100 contributions, dont 80 contributions individuelles et 20 contributions collectives. Les contributions viennent de 29 pays différents, tandis que les contributions collectives en particulier, viennent de 14 pays différents : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, France (4 contributions collectives), Haïti, Liban, Luxembourg, Madagascar (2), Pays-Bas, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Royaume-Uni, Sénégal, Suisse (3), Tanzanie.

Nous avons reçu 66 contributions en français, 29 contributions en anglais, 3 contributions en espagnol, 1 contribution en arabe et 1 contribution en néerlandais.

Les contributeurs et contributrices nous ont écrit 770 mots en moyenne par contribution, contre 470 mots l'année dernière.

1. Choix des thèmes proposés

1.1 Choix des thèmes proposés

« Tous ensemble dans la dignité » : **41 occurrences**

« Tous les droits humais pour tous » : **29 occurrences**

« La dignité d'abord » : **23 occurrences**

1.1 Variantes et approfondissements autour des thèmes proposés

1.1.1 Autour de « Tous ensemble dans la dignité »

Certaines contributions privilégient une reformulation centrée sur la dignité :

« Dignité pour tous » (Rosetta S., États-Unis)

« La dignité pour tous, la pauvreté pour personne » (Ferdinand L., Philippines / États-Unis)

Lien avec le développement durable :

« Dignité pour tous, dans un monde durable » (Jean Maurice B., Madagascar)

Lien avec l'accès au travail :

Travail et dignité pour tous (contribution collective, République démocratique du Congo)

1.1.2 Autour de « Tous les droits humais pour tous »

Renforcement du caractère universel des droits :

« Personne n'est au-dessus des droits humains » (Toussaint B., Tchad)

Précisions et extensions :

« Tous les droits humains pour tous, dans un monde vivable, et dans toutes les situations » (B. Mallard, France)

« Tous les droits humains pour tous les êtres humains » (Janek Ś., France)

Insistance sur les besoins fondamentaux :

« Que tous aient les besoins de base : nourriture, logement, vêtements, éducation pour les enfants, etc. » (Gracy F., Inde)

1.1.3 Autour de « La dignité d'abord »

Lien avec l'avenir :

« La dignité réalisée, des avenirs préservés » (Doug F., Australie)

« Bâtir un avenir fondé sur la dignité » (Cyprien U., Rwanda)

Référence à une campagne :

« "J'ai ma dignité, respectez-la" : un peu dans le style de "j'existe, ajoute-moi à la liste" » (Lucas R., Madagascar)

Association explicite avec la misère :

« La dignité, rempart contre la misère (ou l'extrême pauvreté) » (Huguette R., France)

« Le respect de la dignité prime sur la misère » (Huguette R., France)

« La dignité pour contrer la misère » (Huguette R., France)

« La dignité pour faire échec à la misère » (Huguette R., France)

Autres reformulations :

« Lutter contre la misère : reconnaître la pleine humanité de chacun » (Jean T., France)

« Sans dignité reconnue, un être humain est "invisibilisé". » (Patrick H., France)

1.2. Combinaisons des thèmes proposés

Plusieurs contributions combinent dignité et droits humains :

« Affirmons (ou Respectons) la dignité et les droits de chaque être humain. » (Françoise S., France)

« Tous les droits humains pour tous dans la dignité » (Josephine A., Nigeria)

« Tous ensemble dans la dignité pour les droits humains pour tous » (Josephine A., Nigeria)

« Tous ensemble dans la dignité avec les droits humains » (Shahidul I., Bangladesh)

« Ensemble dans la dignité pour les droits humains pour tous » (Jean-Luc K., République démocratique du Congo)

« Tous ensemble dans la dignité pour tous les aspects des droits humains » (Narumol N., Thaïlande)

« S'unir pour défendre la dignité et les droits de tout être humain » (contribution collective, France)

« Les droits humains et la dignité pour tous » (Ratchakorn K., Thaïlande)

1.3. Thèmes liés aux conflits, à la violence et à l'insécurité

« Vivre dignement malgré la violence et la pauvreté » (Pacifique M., République démocratique du Congo)

« Quand l'insécurité nourrit la pauvreté : unir nos forces pour protéger les plus vulnérables » (Pacifique M., République démocratique du Congo)

« La faim et la violence ne doivent pas décider de l'avenir de nos enfants » (Pacifique M., République démocratique du Congo)

« Face aux morts et aux larmes : refusons la misère et l'indifférence » (Pacifique M., République démocratique du Congo)

« Refuser la misère dans un contexte d'insécurité : protéger les enfants, défendre la vie et restaurer l'espoir » (Pacifique M., République démocratique du Congo)

Contributions liées à la paix :

« Les appels tonitruants au réarmement et à la militarisation nuisent fortement aux objectifs d'éradication de la pauvreté. » (Martin B., Irlande)

« J'interpelle là où je peux depuis un certain temps sur le fait que la situation internationale se dégrade et que le plus grand défi de ce temps tourne autour de la Paix. Ce n'est pas nouveau surtout pour les pays qui n'ont jusqu'à aujourd'hui encore jamais connu la paix ou pour beaucoup de familles jamais connu l'absence de violences dans leurs quartiers, quel que soit le pays. Et l'actualité de ces jours derniers renforce ce défi. » (Gérard B., France)

« Droits humains pour tous, seul chemin vers la paix. » (Jean T., France)

1.4 Lien avec l'environnement et le développement durable

L'impact du changement climatique sur l'application des droits humains fondamentaux (Kevin M., République centrafricaine)

« Tous vers la reconnaissance d'un droit à un environnement sain » (Kevin M., République centrafricaine)

« Le droit pour toutes et tous à un environnement sain, propre et durable » (Bruno R., France)

« La dignité humaine et la protection et sauvegarde de la terre – la base du futur de l'humanité » (Susanne P., Suisse)

« Mon droit aujourd'hui, la vie pour demain : construire un monde qui dure » (Pacifique K., République démocratique du Congo)

« Dignité et durabilité : le double moteur d'un futur plus juste » (Pacifique K., République démocratique du Congo)

« Des droits pour toutes et tous dans une nature respectée » (Pacifique K., République démocratique du Congo)

« La dignité humaine comme fondement d'un monde durable et juste » (Séphanie M., République démocratique du Congo)

« La dignité humaine et les droits dans un monde durable » (Doug F., Australie)

1.5 Contributions "inclassables"

« Le seul courage des pauvres ne peut suffire à mettre fin à leurs souffrances » (Jean T., France)

« Droit à mourir » (contribution anonyme, France)

« Je propose d'aborder la question de la commercialisation des droits fondamentaux : la santé, le logement, l'éducation et l'emploi. » (Elvira C., Colombie)

« Mon opinion serait que ce soit une décision garantie par les gouvernements, d'abord l'Évangile et le travail. Les décisions sont aussi prises par les églises et leurs décisions respectives, sur les valeurs et comment le Père Dieu nous a tous traités avec bonté, humilité et coopération entre nous. » (Gladys M., Colombie)

« Un autre sujet : les devoirs de chaque personne envers son environnement et la responsabilité que chacun doit assumer [...]. » (Gladys M., Colombie)

« Tout le monde a le droit qu'on l'aide à vivre, y compris les réfugiés ou demandeurs d'asile, les plus défavorisés ou institutionnellement maltraités. » (contribution collective, France)

2. Arguments en faveur des thèmes

2.1 La dignité comme fondement absolu

La dignité est première : elle précède et fonde tous les droits.

« Il me semble le respect de la dignité d'une personne passe par le respect de tous ses droits fondamentaux. » (Carine M., France)
« Choisir la dignité d'abord pour nous, c'est affirmer que l'être humain a une valeur absolue » (Crispin K., République démocratique du Congo)
« La dignité est la valeur fondamentale d'un être humain. » (Hassimi S., Burkina Faso)
« La dignité humaine est donc la base de la paix, de la justice et du développement durable. » (Sephanie M., République démocratique du Congo)
« La dignité est la "première étape" d'un processus continu de soutien et de changement » (Doug F., Australie)
« La dignité est le fondement de tous les droits et la source du droit. » (Daniel A. République démocratique du Congo)
« Parce que cela communique à la fois l'unité et le respect. » (Marcel S., Autriche)

« Valoriser la dignité d'une personne, voir chacun comme égal à soi-même, conduit au respect des autres » (Agatha M., Tanzanie)

2.2 Les droits humains comme indispensables et universels

Les droits fondamentaux, pourtant dits universels et indivisibles, restent aujourd'hui gravement bafoués.

« Il est actuellement important de travailler de nouveau sur les droits humains, car ils sont chaque jour bafoués » (Sylvie D., France)
« Les droits humains ne sont pas des privilèges pour quelques-uns – ils appartiennent à tous » (Shahidul I., Bangladesh)
« Tous les droits humains pour tous, c'est affirmer que les droits ne sont pas des privilèges réservés à quelques-uns » (Héritier M., République démocratique du Congo)
« Les droits humains restent fragiles et souvent bafoués » (Héritier M., République démocratique du Congo)
« Dans notre pays, la RDC, le droit de l'homme ne sont pas respectés comme il se doit » (Sergio K., République démocratique du Congo)
« Quand les droits humains pour tous sont connus, acceptés et appliqués par tous et à tous, il entraîne le respect de la dignité » (Richard B., République démocratique du Congo)
« Tous les droits pour tous est très important dans le contexte politique actuel où les gouvernements limitent de plus en plus certains droits » (Elena F., Belgique)
« Les êtres humains sont né égaux, tous doivent jouir des mêmes droits sans discrimination » (Archimed M., République démocratique du Congo)

2.3 L'importance du collectif, de l'unité et de la solidarité

On ne peut pas lutter seul : le respect de la dignité est forcément collectif.

« il est essentiel de rassembler dans une démarche fraternelle tous les membres de nos sociétés » (Hugues de C., France)
« Unir tout le monde autour du principe essentiel que tous les êtres humains doivent être traités avec dignité » (contribution collective, Suisse)
« Tous ensemble dans la dignité signifie renforcer la solidarité » (Héritier M., République démocratique du Congo)
« Cela fait appel à une action collective et pas individuelle contre la stigmatisation » (Grace K., République démocratique du Congo)
« Si nous unissons nos efforts pour lutter pour les droits humains, nous pouvons provoquer des changements » (Shabina D., Tanzanie)
« On vit dans la dignité, quand elle est partagée. » (Moïse C., Burkina Faso)
« Il combine dignité, inclusion et action collective » (Cyprien U., Rwanda)
« notion de collectif qui apporte du soutien, se soutenir les uns et les autres » (contribution collective, Suisse)
« le mot "ensemble" est important ; il permet d'associer les personnes ayant l'expérience de la pauvreté » (Véronique M., Suisse)

2.4 La pauvreté comme violation directe de la dignité et des droits

La pauvreté détruit les droits humains.

« La dignité est bafouée [...] les personnes [...] sont traités comme un problème » (Nathalie M., France)
« Les victimes dépourvus d'habitat, de nourriture et de vêtements adéquats voient leurs droits violés » (Seynabou M., Sénégal)
« une femme déplacée qui vit sans abri, sans nourriture et sans sécurité ne peut pas exercer ses droits fondamentaux » (Séphanie M., République démocratique du Congo)
« absence de logement digne, insécurité alimentaire » (Edlich C., Haïti)
« privent également les personnes de droits fondamentaux comme le logement » (Shahidul I., Bangladesh)
« La pauvreté extrême entraîne une violation du droit humain de vivre et de mener une vie digne » (Noureddine S., Palestine)
« La pauvreté [...] peut priver les personnes de leurs droits fondamentaux » (Ferdinand L., Philippines / États-Unis)
« Tant qu'il y a de la pauvreté, il n'y a pas de droits humains » (Aurélia, contribution collective, Suisse)

2.5 Violences, conflits et crises : une destruction de la dignité

Les guerres, violences et crises détruisent les droits fondamentaux.

« violences armées [...] déplacements forcés des populations » (Charmant B., République démocratique du Congo)
« traitements cruels et inhumains [...] violence sexuelle [...] tuerie et massacre » (Philemon K., République démocratique du Congo)
« les écoles et les maisons sont détruites » (Arsène O., République démocratique du Congo)
« villages entiers vides, détruits brûler » (contribution collective, Burkina Faso)
« conflits armés, les crises migratoires, le changement climatique » (Stéphanie R., France)
« catastrophes naturelles [...] détruisent [...] les habitations » (Shahidul I., Bangladesh)

2.6 Exclusion, invisibilisation et mépris des pauvres

Les personnes pauvres ne sont pas reconnues comme égales.

« invisibilisation des personnes les plus pauvres » (Patrick H., France)
« On le défini par ses problèmes » (Grace K., République démocratique du Congo)
« considérées comme des mendiants » (Shahidul I., Bangladesh)
« on se sent méprisé, humilié, rejeté, exclu » (contribution collective, Luxembourg)
« impression que je ne suis pas considérée » (Marie-Thérèse, contribution collective, Suisse)
« Les dirigeants n'écoutent pas les personnes » (Mimi, contribution collective, Suisse)

2.7 Lien indissociable entre dignité et droits humains

Dignité et droits humains fondamentaux sont inséparables.

« les droits humains et la dignité sont les deux faces d'une même médaille » (Josephine A., Nigeria)
« L'un ne va pas sans l'autre » (Romain, contribution collective, Luxembourg)
« Enfreindre la dignité, c'est aussi enfreindre les Droits de l'homme » (contribution collective, Luxembourg)
« il est impossible de protéger les personnes sans protéger leur dignité » (Sephanie M., République démocratique du Congo)
« lorsque la dignité est absente [...] les droits humains sont commercialisés » (Elvira C., Colombie)
« la dignité est le socle de tout droit humain » (Marie-Laure de N., France)

2.8 Limites ou critiques des formulations proposées

Besoin d'un thème plus clair, concret ou centré sur la pauvreté.

«Les trois suggestions sont valables mais elles sont très, trop générales » (Huguette R., France)
« il manque une référence claire à l'intolérabilité de la misère » (Huguette R., France)
« La dignité [...] trop abstrait » (Michèle M., France)
« Tous les droits humains pour tous ne me dit rien du tout » (Jeff S., France)
« tout le monde ne comprend pas ce que c'est que la dignité » (Mimi, contribution collective, Suisse)
« il faudra que ce la thème soit un peu plus percutant » (Lucas R., Madagascar)

2.9 Quelques formulations puissantes

« une femme déplacée qui vit sans abri [...] ne peut pas exercer ses droits fondamentaux » (Sephanie M., République démocratique du Congo)
« La dignité est la valeur fondamentale d'un être humain » (Hassimi S., Burkina Faso)
« Les droits humains ne sont pas des privilèges » (Shahidul I., Bangladesh)
« On vit dans la dignité, quand elle est partagée » (Moïse C., Burkina Faso)
« La pauvreté extrême entraîne une violation du droit humain de vivre » (Noureddine S., Palestine)
« Tant qu'il y a de la pauvreté, il y a pas de droits humains » (Aurélia, contribution collective, Suisse)

3. Réflexions sur une phrase de la Dalle du Trocadéro

Comment comprenez-vous cette phrase gravée sur la dalle commémorative du Trocadéro à Paris, depuis le 17 octobre 1987 :

« Là où des Hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'Homme sont violés. »

3.1 La misère est une violation directe des droits humains

« Dans tous les pays, démocratiques et non démocratiques, il y a violation des droits humains par ce qu'il reste des personnes en situation de grande pauvreté. » (Bruno R., France)
« Cette expression montre que l'extrême pauvreté constitue une violation mondiale des droits humains. » (Caroline M., Royaume-Uni)

« Cette phrase signifie que la pauvreté extrême n'est pas seulement un manque d'argent ou de biens matériels, mais une atteinte profonde à la dignité humaine et aux droits fondamentaux. » (Héritier M., République démocratique du Congo)
« La pauvreté détruit la dignité humaine. Quand les gens vivent dans la misère, leurs droits ne sont pas respectés. » (Arsène O., République démocratique du Congo)
« Les personnes ont le droit de vivre une vie décente, et la pauvreté est la négation de ce droit humain fondamental. » (Liam P., Royaume-Uni)

3.2 La misère est une atteinte à la dignité humaine (humiliation, dévalorisation, invisibilité)

« Leurs identités, leurs valeurs ne sont pas prises en compte. » (Nathalie M., France)
« Le sort qui est fait aux personnes migrantes [...] est une négation de leur dignité » (Hugues de C., France)
« Ça veut tout simplement dire que la dignité humaine n'est pas une priorité » (Crispin K., République démocratique du Congo)
« Les personnes condamnées à vivre dans la misère voient leur dignité bafouée. » (Patrick H., France)
« Elle peut conduire à l'humiliation, à la dépendance et parfois à la perte d'espoir. » (Charmant B., République démocratique du Congo)
« elle est privée de choix, de sécurité, de reconnaissance et souvent de sa voix. » (Héritier M., République démocratique du Congo)
« la pauvreté affecte l'estime de soi. Elle peut faire sentir une personne invisible ou sans valeur. » (Jacob C., République démocratique du Congo)
« Elles ne sont pas respectées ni valorisées dans la société. » (Rehema M., Tanzanie)

3.3 Le manque de logement viole la dignité et les droits humains

« Quand une personne n'a pas accès à un logement digne [...] ses droits fondamentaux ne sont pas réellement garantis. » (Stéphanie R., France)
« de nombreuses femmes déplacées vivent dans des abris précaires » (Sephanie M., République démocratique du Congo)
« Vivre dans la dignité, c'est pouvoir habiter un lieu sûr » (Edlich C., Haïti)
« l'absence de logement, ou la peur de le perdre [...] privent les gens de dignité » (Michèle M., France)
« Lorsque les gens manquent de [...] logement sûr [...] ils sont privés de droits » (Shahidul I., Bangladesh)
« Sans maison [...] on perd la sécurité et l'espoir. » (Arsène O., République démocratique du Congo)

3.4 La misère empêche de satisfaire les besoins essentiels pour vivre dignement

« L'extrême pauvreté affecte la dignité humaine lorsqu'elle empêche une personne de satisfaire ses besoins essentiels : manger à sa faim, se soigner, se loger, étudier ou travailler dignement. » (Charmant B., République démocratique du Congo)

« La pauvreté extrême prive les personnes de leurs droits fondamentaux, notamment : le droit à l'alimentation [...] le droit au logement [...] le droit à la santé » (Sephanie M., République démocratique du Congo)
« Pour vivre dans la dignité, nous avons besoin d'un revenu fiable, de sécurité alimentaire, d'un logement sûr, de soins de santé et d'une éducation » (Doug F., Australie)

3.5 La misère crée une insécurité permanente (peur, instabilité, expulsion)

« Autour de moi, je vois que la précarité crée un sentiment d'insécurité constant : peur de ne pas pouvoir payer les factures, peur de perdre son logement, peur de ne pas être entendu. Cela fragilise la confiance en soi et dans la société. On peut se sentir bloqué, ignoré ou même blâmé pour une situation que l'on ne maîtrise pas entièrement. » (Stéphanie R., France)
« Ce qui me fait sentir en sécurité c'est quand il n'y a pas la guerre » (Sergio K., République démocratique du Congo)
Dans mon contexte, l'extrême pauvreté signifie : vivre dans l'insécurité permanente, ne pas avoir accès à un logement stable, être exposé à la violence et être ignoré par les institutions. » (Jacob B., République démocratique du Congo)

3.6. La misère entraîne stigmatisation, jugement et discrimination

« Le sort qui est fait aux personnes migrantes et la façon dont elles sont caricaturées et rejetées, est une négation de leur dignité, en particulier pour celles et ceux qui sont condamnés à vivre dans la rue avec des enfants en bas âge. » (Hugues de C., France)
« L'extrême pauvreté affecte la dignité et les droits humains dans la sens de la stigmatisation et la non considération de la personne. Le fait de montrer que je n'ai pas de valeur à tes yeux et que je n'ai rien à dire à tes yeux, cela affecte ma dignité. » (Grace. K., République démocratique du Congo)
« La misère nie l'humanité même des personnes qui la subissent. » (Cyprien U., Rwanda)
« Vivre dans la dignité signifie pouvoir vivre sans honte. » (contribution collective, Burkina Faso)
« Les pauvres sont exclus de la société. » (contribution collective, Madagascar)

3.7 La misère prive de voix, de reconnaissance et de participation

« Lorsqu'une personne est condamnée à vivre dans la misère, elle est privée de choix, de sécurité, de reconnaissance et souvent de sa voix. La misère devient alors une forme de violence silencieuse qui empêche l'exercice réel des droits humains. » (Héritier M., République démocratique du Congo)
« L'extrême pauvreté porte atteinte à la dignité et aux droits humains, car elle rend les personnes opprimées non participantes aux décisions qui affectent leur vie (mises à l'écart). Elle les rend sans voix. » (Josephine A., Nigeria)
« Je me sens bloquée, ignorée, accusée et blessée lorsque mes opinions sont ignorées dans la communauté et dans ma famille. » (Shabina D., Tanzanie)
« Les personnes se sentent respectées lorsqu'elles sont écoutées, incluses et considérées. » (Sephanie M., République démocratique du Congo)
« Les décisions sont prises sans tenir compte de la parole des personnes qui vivent la pauvreté. » (contribution collective, Burkina Faso)

3.8 La misère est systémique

La pauvreté est perçue comme un produit du système.

« [...] l'extrême pauvreté piège les individus dans un cercle vicieux [...] » (Philemon K., République démocratique du Congo)
« [...] la misère est systémique, comme le montre l'étude sur les dimensions de la pauvreté. Quel que soient le courage et l'intelligence déployés par les personnes, leurs talents et efforts seuls ne suffisent pas à briser cette condamnation à l'enfermement à vie dans le besoin et le manque. » (Jean T., France)
« Ce n'est pas un accident : c'est le résultat du système politique, l'environnement et de la société. » (Cyprien U., Rwanda)
« La misère est le symptôme d'un échec des organisations sociales. » (Marie-Laure de N., France)

4. Des droits humains universels, inaliénables, interdépendants et indivisibles

Les droits humains sont universels (ils appartiennent à tout le monde), inaliénables (ils ne peuvent jamais être retirés), interdépendants et indivisibles (tous les droits – politiques, civils, sociaux, culturels et économiques – ont la même importance et aucun ne peut être pleinement exercé sans les autres).
Que signifient ces quatre termes pour vous, d'après votre propre expérience, votre réalité ou vos réflexions ?

4.1 « Universels »

Un principe reconnu, mais vécu comme non appliqué.

« Nous avons oublié le sens d'universel » (Nathalie M., France)
« Dans la vie quotidienne, surtout pour les personnes vivant dans l'extrême pauvreté, les droits humains ne sont pas toujours respectés de la même manière. » (Héritier M., République démocratique du Congo)
« les ruraux (80 % de la population) ont moins accès aux droits économiques que les urbains » (Jean Maurice B., Madagascar)
« le pauvre ne bénéficie pas du même droit qu'un bourgeois » (Jean-Luc K., République démocratique du Congo)
« Les personnes pauvres ne reçoivent pas les mêmes droits que les personnes riches. » (Shabina D., Tanzanie)

4.2 « Inaliénables »

Des droits qu'on ne devrait jamais perdre, qui ne peuvent être retirés à personne, mais qu'on perd dans les faits.

« Faire valoir ses droits devient un véritable casse-tête déposé sur un chemin truffé d'embûches » (Nathalie M., France)
« lorsqu'une personne ne jouit plus des droits humains ce qui veux dire qu'on l'avait tué il y plusieurs années même si on peut la voir respire encore » (Philemon K., République démocratique du Congo)
« Si nos droits sont respectés, nous pourrons vivre. Sinon, nous serons laissés pour mourir. » (Patrick L., États-Unis)

« Il faut se faire entendre mais des fois c'est dur de vraiment se faire entendre. » (Aurélia, contribution collective, Suisse)

4.3 « Interdépendants / indivisibles »

Certes, tout est lié, mais ça donne plutôt l'impression que tout s'effondre ensemble.

« Sans un toit stable, l'accès aux autres droits devient illusoire. » (Toussaint B., Tchad)
« On ne peut pas vraiment exercer sa liberté d'expression si l'on vit dans la grande pauvreté. » (Stéphanie R., France)
« Sans sécurité, il n'y a pas d'éducation. Sans éducation, il n'y a pas de travail digne. » (Edlich C., Haïti)
« [...] quand une famille perd son logement, les enfants abandonnent souvent l'école, la santé se détériore, la violence augmente » (Jacob C., République démocratique du Congo)
« Quand, dans ta vie, un côté commence à se détériorer et que tout s'effondre petit à petit, il n'y a plus de socle de stabilité. » (contribution collective, France)
« nous avons l'impression de ne pas mériter ces droits » (Venance M., Tanzanie)

5. Les rôles que les personnes vivant dans la pauvreté devraient jouer

5.1 Être actrices à part entière (et non bénéficiaires passifs)

Elles doivent participer à la construction des politiques publiques.

« Les personnes en situation de pauvreté doivent jouer un rôle actif d'acteurs de leur propre protection » (Kévin M., République centrafricaine)
« Nous voulons être les protagonistes de nos propres histoires. » (Julissy A., États-Unis)
« Les personnes vivant dans la pauvreté ne devraient pas être seulement bénéficiaires des politiques ou des actions menées en leur nom : elles sont les premières actrices à part entière. » (Cyprien U., Rwanda)
« On devrait donc avoir des politiques publiques pensées, mises en œuvre et évaluées avec les personnes qui en ont le plus besoin » (Bruno R., France)
« Les personnes vivant dans la pauvreté doivent être pleinement partie prenante dans la définition des politiques et de choix de société. » (Elena F., Belgique)

5.2 Apporter leur savoir et leur expérience

« Les personnes en situation de pauvreté ont une expertise » (contribution collective, Suisse)
« Elles ont une connaissance directe et irremplaçable de la pauvreté » (Cyprien U., Rwanda)
« Leur expérience et leurs connaissances sont essentiels à construire un monde durable. » (Elena F., Belgique)

5.3 S'unir davantage

« Les personnes vivant dans la pauvreté devraient s'unir davantage pour faire campagne [...]. Une seule voix n'est pas assez puissante — il en faut des centaines, voire des milliers. » (Caroline M., Royaume-Uni)

6. Mesures qui devraient être prises

Quelles mesures devraient être prises pour aider les personnes qui vivent dans la misère à construire un monde durable dans lequel tous les êtres humains jouissent de tous les droits humains ?

6.1 Garantir la participation réelle

« Pour aider une personne vivant dans la pauvreté, il ne faut pas élaborer des politiques pour les pauvres sans les pauvres [...] » (Seynabou M., Sénégal)
« Pour les soutenir, nous devons [...] créer des espaces sûrs où les personnes peuvent s'exprimer sans peur ni stigmatisation » (Marcel S., Autriche)
« Créer des moyens d'être un participant actif dans la prise de décision » (Shauna K., États-Unis)

6.2 Transformer les systèmes et lutter contre les injustices

« Il est impératif de rappeler qu'aucune autorité n'est au-dessus des droits humains. » (Toussaint B., Tchad)
« Tant que nous n'empêcherons pas les plus puissants de continuer à tout accaparer » (Sylvie D., France)
« Supprimer les obstacles structurels » (Doug F., Australie)
« systèmes fiscaux plus équitables » (Cyprien U., Rwanda)
« éliminer la corruption » (Gasper M., Tanzanie)

6.3 Créer des espaces, du lien social et de la solidarité

« soutien par les pairs » (contribution collective, Suisse)
« construire des relations [...] pour qu'elles ne se sentent pas seules » (Narumol N., Thaïlande)
« offrir des espaces de rencontres » (Véronique M., Suisse)
« Les écouter, les respecter et agir avec elles » (Charmant B., République démocratique du Congo)
« travailler en partenariat, non pas pour elles mais avec elles » (Marcel S., Autriche)

7. Que signifie le droit à un logement sur une planète durable ou le droit d'habiter la terre ?

Que signifie pour vous le droit à un logement sur une planète durable ou le droit d'habiter la terre, en fonction de votre propre contexte et de votre réalité ?

7.1 Un droit fondamental : avoir un logement digne

« Le logement est une question de droits humains, et pour pouvoir vivre et agir, chacun doit disposer d'un logement décent. » (Josephine A., Nigeria)

« Avoir des droits fondamentaux dans la vie d'une personne, et le premier droit est le droit de vivre et de posséder un lieu de résidence. » (Venance M., Tanzanie)

« Le droit à un logement est l'un des droits les plus importants, car il nous procure confort, sécurité et stabilité. » (Noureddine S., Palestine)

« A notre avis, ces termes expriment le droit à la dignité sociale et à l'identité qui constituent le fondement et l'essence de l'existence de l'homme. » (Richard B., République démocratique du Congo)

7.2 Sécurité, stabilité et protection

« Pour moi, le droit à un logement sur une planète durable signifie… un espace sûr, stable, salubre… un lieu d'intimité, de sécurité, de repos… » (Stéphanie R., France)

« Le droit à un logement signifie avoir un endroit sûr, stable et digne où vivre. » (Sephanie M., République démocratique du Congo)

« Le droit à un logement signifie avoir un lieu sûr et stable où la sécurité et la participation à la société sont possibles. » (Marcel S., Autriche)

« Un abri sûr, protégé des intempéries et à l'abri des dangers et des risques de préjudice. » (Theresa B., États-Unis)

« Cela signifie que tout être humain doit pouvoir vivre sans peur et sans contrainte, dans un lieu favorable à son épanouissement. » (Daniel A., République démocratique du Congo)

7.3 Conditions de vie dignes et accès aux besoins essentiels

« Que chaque personne humaine et chaque famille disposent d'un logement modeste avec les besoins de base : eau, assainissement, infrastructures scolaires et opportunités d'emploi. » (Gracy F., Inde)

« Le droit à un logement signifie non seulement disposer d'une maison pour vivre, mais aussi d'un lieu sûr où vivre, avec l'assurance d'une stabilité à long terme, ainsi qu'un accès aux éléments de base tels que l'eau potable, le travail, l'électricité, et être à l'abri du harcèlement, etc. » (Ferdinand L., Philippines / États-Unis)

« Offrir un toit à chacun et un accès aux ressources fondamentales. » (Hassimi S., Burkina Faso)

« Cela signifie avoir un logement, une habitation, un chez soi, un lieu où les enfants peuvent grandir en sécurité et accéder à l'éducation. » (Ferdinand M., Cameroun)

7.4 Habiter une planète, un environnement durable

« Il s'agit de vivre avec un air pur, une eau potable sûre, un climat stable et des écosystèmes sains. » (contribution collective, Suisse)

« Le droit à un logement sur une planète durable… en minimisant l'empreinte environnementale par une faible consommation d'énergie et matériaux durables. » (Philemon K., République démocratique du Congo)

« Un logement durable signifie également vivre dans un environnement sain, avec accès à l'eau, la terre, la nourriture et un environnement non pollué. » (Sephanie M., République démocratique du Congo)

« Sur une planète durable, le droit au logement implique : Des habitations sûres et résistantes (face aux pluies, glissements de terrain, changements climatiques), l'usage de matériaux locaux et durables, l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'énergie propre, une planification qui protège les terres agricoles et les écosystèmes. » (Cyprien U., Rwanda)

« La durabilité n'est pas un luxe : pour beaucoup de familles, elle conditionne directement la survie. » (Cyprien U., Rwanda)

7.5 Justice sociale, justice environnementale et inégalités

« La justice sociale et la justice climatique sont liées : les personnes les plus précaires sont souvent les plus exposées aux pollutions, aux logements insalubres… » (Stéphanie R., France)

« Les personnes vivant dans la pauvreté, en zones rurales ou dans des quartiers précaires, sont les premières touchées par : le manque de logements décents, les risques climatiques, les décisions prises sans leur participation. » (Cyprien U., Rwanda)

« Les personnes pauvres sont les premières à subir les conséquences du fait de ne pas utiliser notre planète de manière durable, par exemple les inondations. » (contribution collective, Pays-Bas)

« Mouvement pour une Alternative non-violence : les riches ont les moyens d'échapper au changement climatique, alors pour le moment le respect des droits humains n'est pas le même pour tout le monde. » (contribution collective, France)

7.6 Habiter : bien plus qu'un toit

« Un logement n'est pas seulement un toit. C'est un espace de stabilité, de sécurité et de développement personnel. » (Jacob C., République démocratique du Congo)

« Le droit à un foyer ne se limite pas à la simple possession d'un logement. Il englobe la qualité et les normes de ce logement, ainsi que les relations entre les membres du foyer qui créent un véritable sentiment de 'chez-soi', au-delà d'un simple espace physique. Ainsi, le droit à un foyer est à la fois matériel et social, reliant un habitat adéquat à la dignité, à l'appartenance et à la durabilité. » (Narumol N., Thaïlande)

« Le logement nous fait exister dans la société. » (contribution collective, Burkina Faso)

7.7 Lien à la terre et enracinement dans un lieu, une communauté

« Le droit d'habiter la terre signifie également être reconnu comme un membre légitime de la société… » (Shahidul I., Bangladesh)

« Avoir un logement digne signifie pouvoir s'enraciner, appartenir à une communauté et participer pleinement à la vie sociale et économique. » (Cyprien U., Rwanda)

7.8 Pouvoir d'agir, participation et reconnaissance

« Le droit d'habiter la terre signifie… avoir une voix dans les décisions concernant la terre, le développement et la protection de l'environnement. » (Shahidul I., Bangladesh)

« Reconnaître leur droit d'habiter la Terre, c'est les associer aux choix, écouter leurs savoirs et soutenir leurs initiatives. » (Cyprien U., Rwanda)

« Cela signifie l'équité et l'égalité dans la planification et la prise de décision. Tant que nous ne partageons pas les mêmes sentiments et la même opinion les uns envers les autres, ce n'est qu'à ce moment-là que nous pourrons atteindre la durabilité. » (Thompson A., Cameroun)

8. Sur le sans-abrisme et le logement, y compris le droit à la terre et à toutes ses ressources

Quelles expériences vécues ou réflexions aimeriez-vous partager sur le sans-abrisme et le logement, y compris le droit à la terre et à toutes ses ressources (eau, biens, animaux terrestres et marins, mines, forêts et autres) ?

8.1 Expérience vécue du sans-abrisme : souffrance, perte de dignité et d'identité

« Il est très stressant et pénible de vivre en situation de sans-abrisme. On n'a pas le sentiment d'avoir une quelconque dignité et l'on envisage souvent de mettre fin à cette vie indigne » (contribution collective, Suisse)

« Le sans-abrisme est une forme plus extrême d'exclusion sociale, car un sans-abris n'a pas vraiment d'identité ni d'adresse » (Philemon K., République démocratique du Congo)

« Pour moi, le sans-abrisme n'est pas seulement l'absence de toit ; c'est aussi la privation de sécurité, de dignité et de repères dans la vie quotidienne » (Héritier M., République démocratique du Congo)

8.2 Le logement comme condition de dignité, de liberté et de stabilité

« Le logement digne est une condition essentielle de la liberté » (Charmant B., République démocratique du Congo)

« Sans logement et sans terre, il est presque impossible de vivre ensemble dans la dignité » (Charmant B., République démocratique du Congo)

« Le droit au logement ne signifie pas seulement avoir un toit, mais avoir un logement réellement habitable, adapté à ses besoins physiques, et permettant de vivre de manière autonome et digne » (Stéphanie R., France)

« Le premier pas est d'avoir accès à un logement, plut qu'un toit au-dessus de la tête, il s'agit d'un chez soi où l'on peut se poser, trouver la paix, avoir une intimité, choisir son quotidien » (Elena F., Belgique)

8.3 Vulnérabilités spécifiques : femmes, enfants et personnes en situation de handicap

« Les sans-abris en République centrafricaine font face à l'insécurité, la honte, la perte d'intimité et des violences en particulier pour les femmes » (Kévin M., République centrafricaine)

« Ce n'est pas un environnement approprié pour les femmes vivant dans la pauvreté, car toutes les autres personnes dans le refuge étaient des hommes » (Caroline M., Royaume-Uni)

« Peur qu'on puisse m'enlever ma fille pour cause de pauvreté et sans emploi » (Nathalie M., France)

« Le sans-abrisme est déjà une situation d'extrême vulnérabilité. Mais pour une personne en situation de handicap, il peut devenir encore plus brutal : difficultés d'accès aux structures d'hébergement d'urgence, sanitaires non adaptés, impossibilité de se déplacer librement, dépendance accrue aux autres » (Stéphanie R., France)

8.4 Le sans-abrisme comme violation des droits humains

« Le sans-abrisme est une condition très difficile qui viole les droits humains » (Noureddine S., Palestine)

« D'après des rapports et des perspectives fondés sur l'expérience vécue de l'absence de logement, ce problème ne concerne pas seulement le manque d'un abri physique ; il s'agit d'une violation profonde des droits humains qui coupe les individus de la société, de la sécurité et des ressources nécessaires » (Gasper M., Tanzanie)

8.5 Droit à la terre et aux ressources : condition de vie et de survie

« Le droit à la terre et à ses ressources est un droit à la vie elle-même » (Charmant B., République démocratique du Congo)

« L'accès à la terre et à ses ressources (eau, forêts, animaux, mines) est essentiel pour pouvoir construire une vie stable et durable » (Héritier M., République démocratique du Congo)

« Sans terre, les familles ne peuvent pas cultiver ni subvenir à leurs besoins » (Sephanie M., République démocratique du Congo)

« Le droit à la terre : la terre est la mère nourricière. Sans elle, on ne peut ni cultiver ni construire » (Abel M., République démocratique du Congo)

8.6 Inégalités d'accès, pauvreté et accaparement des ressources

« Être sans abri signifie que certains groupes de personnes ne peuvent même pas se permettre une seule parcelle de terre. La terre appartient seulement aux personnes riches » (Agatha M., Tanzanie)

« Pour les personnes à faibles revenus, devenir propriétaire est devenu un rêve de plus en plus inaccessible… la difficulté d'accéder au logement est aggravée par les contraintes économiques » (Narumol N., Thaïlande)

8.7 Conflits, déplacements et catastrophes : causes majeures du sans-abrisme

« Dans l'Est de la RDC, les conflits ont déplacé des millions de personnes. Beaucoup ont perdu leurs maisons, leurs terres, leurs biens » (Sephanie M., République démocratique du Congo)

« Les expériences des conflits dans notre pays… privent de leurs droits d'accès à un logement décent, de jouir pleinement de leurs droits d'accès aux ressources naturelles et les privent l'accès à la terre de leurs ancêtres » (Richard B., République démocratique du Congo)

« Il y a des sinistrés d'inondation du 4 au 5 avril 2025 qui, par manque d'une politique de logement, sont retournés au même endroit des sinistres » (Crispin K., République démocratique du Congo)

8.8 Précarité des conditions de logement et habitat informel

« J'ai observé des expériences où le sans-abrisme, exacerbé par un déficit de 2 millions de logements, pousse à l'informalité (60 % des urbains en bidonvilles) » (Jean Maurice B., Madagascar)

« Dans la plupart des cas, j'ai remarqué que ces familles bénéficiaires des actions n'avaient pas d'autres choix que de construire à des endroits impropres à la construction comme des terrains à forte pente non aménagée » (Justin B., République démocratique du Congo)

« L'isolement géographique de logements insalubres en milieu rural hors village, combiné avec un manque de moyen de locomotion, entraîne une grande précarité » (Marie-Laure de N., France)

8.9 Manque de politiques publiques et réponses insuffisantes

« Il n'existe pas des politiques pour leur protection et s'il en existerait, elles ne sont pas appliquées » (Richard B., République démocratique du Congo)

« La commune dit ne rien pouvoir faire. Est-ce que la commune ne pourrait s'organiser pour que des appartements soient mis à disposition d'urgence et de moyenne durée ? » (Martine F., Suisse)

8.10 Environnement, exploitation des ressources et impacts sur le logement

« La déforestation (perte de 25 % de couverture arborée depuis 2000) et la surexploitation (pêche, mines) aggravent la pauvreté » (Jean Maurice B., Madagascar)

« Le monde n’est pas traité de manière durable, donc les pauvres sont les premières victimes » (contribution collective, Pays-Bas)

« Il faudrait faire davantage pour lutter contre la surpêche et contre la pollution des rivières et des océans par les eaux usées » (Caroline M., Royaume-Uni)

8.11 Approche globale : logement, droits et bien-être

« Je pense que si nous avons seulement le logement matériel, cela ne suffit pas pour vivre dignement. Les projets de logement social ne prennent pas en compte l'importance d'autres droits qui assurent le bien-être de la vie quotidienne, comme la qualité de l'eau, les espaces verts et autres ressources naturelles » (Elvira C., Colombie)

« Le sans-abris n’est pas seulement l’absence d’un toit. C’est souvent le résultat d’une rupture entre les personnes, la terre et les ressources qui permettent de vivre dignement. Reconnaître le droit d’habiter la Terre, c’est réparer ces liens — avec justice, durabilité et humanité » (Cyprien U., Rwanda)

8.12 Solidarité, engagement et pistes d’action

« Les familles avec qui nous sommes nous amènent à travailler sur l’action collective avec elles pour améliorer leur situation et ne plus être seules confrontées à des peurs de sanction » (Bruno R., France)

« J’ai participé à plusieurs actions appelées “chantiers de solidarité” [...] afin de soutenir la réparation des maisons des familles parmi les plus pauvres » (Justin B., République démocratique du Congo)

« Avec l’aide du gouvernement j’ai réussi à obtenir des logements, l’eau, l’assainissement et l’électricité pour les habitants » (Gracy F., Inde)

9. Le sous-thème pour 2026 : « droit au logement », « droit à un chez soi » ou « droit d’habiter la terre »

Le thème du « droit au logement » a été choisi tel quel 36 fois.
Le thème du « droit à un chez soi » ou « droit à un foyer » a été choisi tel quel 32 fois.
Le thème du « droit d’habiter la terre » a été choisi tel quel 19 fois.

9.1 Arguments positifs

9.1.1 Arguments positifs pour « droit au logement »

1) Déjà inscrit dans les textes de loi : « conforme au pacte international », « déjà dans des textes de loi », « inscrit dans la loi ».

2) Concret et mobilisateur : « plus clair » / « plus facile à comprendre », « plus pratique » / « plus mobilisateur »

3) Autres thèmes jugés trop abstraits : « trop général » / « se cacher derrière des beaux discours »

9.1.2 Arguments positifs pour « droit à un chez soi »

1) Dimension humaine et intime : « plus humain » / « plus concret, plus intime »
2) Sécurité et stabilité : « se sentir en sécurité » / « stabilité » / « tranquillité »
3) Va au-delà du logement matériel : « pas seulement quatre murs » / « on peut avoir un logement sans avoir un chez-soi », « inclut la famille et la chaleur humaine »
4) Construction de vie : « construire sa vie » / « construire une famille »

9.1.3 Arguments positifs pour « droit d'habiter la terre » / « droit à l'habitat »

Le thème du « droit d'habiter la terre » a été choisi tel quel 19 fois.

1) Vision globale et englobante : « inclut le logement, la terre, les ressources naturelles », « plus large, plus humain et plus fondamental »

2) Lien avec environnement et durabilité : « le moins européano-centré », « relation durable avec la terre », « la terre n'est pas une marchandise ».

3) Droit d'exister et d'avoir une place : « droit d'avoir une place sur cette terre », « lien avec les ancêtres », « être reconnu comme légitime », « personne ne devrait être considéré comme de trop », « habiter la terre, c'est exister ».

4) Permet plus facilement de parler de certains sujets importants : « déplacées par les conflits », « spoliation foncière », « guerre pour le contrôle de la terre ».

9.2 Critiques récurrentes

9.2.1 Sur « droit au logement »

- « trop administratif »
- « réduit à un abri »
- « ne prend pas en compte l'environnement »

9.2.2 Sur « chez soi »

- « ambiguïté »
- « peut vouloir beaucoup de choses différentes »
- « risque de récupération »

9.2.3 Sur « habiter la terre »

- « trop général »
- « trop abstrait »
- « difficile à décrypter »

10. Autres sous-thèmes suggérés

10.1 Droit au logement / logement décent

« Droit au logement, terre et propriété » (Kévin M., République centrafricaine)
« Droit au logement et à l'alimentation » (Seynabou M., Sénégal)
« Le droit à un logement convenable, décent ou de qualité » (Bruno R., France)
« Le droit au logement / à l'habitat » (Josephine A., Nigeria)
« Le droit à un logement digne » (Michèle M., France)
« Un toit pour vivre dignement » (Michèle M., France)
« Droit au logement écologique » (Shahidul I., Bangladesh)
« Le droit au logement pour tous » (contribution collective, France)
« Le droit à une logement décent sur une planète vivante » (contribution collective, France)
« Droit à un toit » (Marie-Laure de N., France)
« Droit à un logement durable » (Ratchakorn K., Thaïlande)

10.2 Droit à un foyer / chez soi / lieu de vie

« Droit à un lieu pour vivre » (Charmant B., République démocratique du Congo)
« Droit à un lieu de vie digne » (Edlich C., Haïti)
« Droit à un foyer humain et durable » (Edlich C., Haïti)
« Droit à un lieu appelé "foyer" » (Theresa B., États-Unis)
« Le droit à un "chez soi" digne » (contribution collective, France)
« Le droit de vivre chez-soi durablement en paix » (Abel M., République démocratique du Congo)

10.3 Droit d'habiter / droit sur la terre

« Le droit d'habiter la terre pour tous, l'universalité de la terre et du droit » (Nathalie M., France)
« Le droit d'habiter » / « Soudain, le droit d'habiter en paix » / « Le droit d'habiter la Terre en paix » (Sylvie D., France)
« Le droit d'habiter dignement la terre » (Daniel A., République démocratique du Congo)
« Le droit d'habiter dignement la terre » (contribution collective, France)
« D'ici ou d'ailleurs, le droit pour tous d'habiter la Terre » (contribution collective, France)
« Être né sur cette planète devrait suffire comme argument et ce sont ses habitantes qui doivent rendre possible cette habitation » (Susanne P., Suisse)
« Le "droit d'habiter la terre" est lié au "droit à l'épanouissement" en tant que personne ou communauté » (Justin B., République démocratique du Congo)
« Le droit d'hériter la terre » (Ernest B., Côte d'Ivoire)

10.4 Accessibilité, inclusion et dignité

« Le droit à un habitat accessible et inclusif » (Stéphanie R., France)
« Droit à un habitat digne et durable » (Héritier M., République démocratique du Congo, Jacob C., République démocratique du Congo)
« Droit à un environnement sain » (Lucas R., Madagascar)
« Le droit à un logement respectant la dignité de ses habitants » (Patrick H., France)
« Le droit à une vie digne » / « Le droit à la sécurité résidentielle » / « Le droit à un habitat digne et durable » (Sephanie M., République démocratique du Congo)
« Droit à un habitat durable et résilient » (Jean Maurice B., Madagascar)
« Droit à un chez-soi durable » / « Droit à l'espace vital » (Héritier M., République démocratique du Congo)
« Un logement digne sur une planète vivante » (contribution collective, France)
« Le droit d'habiter la Terre dignement » (contribution collective, France)
« Droit à des conditions de vie décentes » (Ratchakorn K., Thaïlande)

10.5 Propriété, résidence et documents légaux

« Ils ne devraient pas payer de loyers élevés, avoir le logement au nom de la personne qui y vit avec les documents nécessaires » (Gracy F., Inde)
« Il serait important que chaque personne soit appelée "propriétaire de la parcelle ou de la maison","domicilier","Résident","habitant" » (Philemon K., République démocratique du Congo)
« Le droit à un lieu de vie sûr et reconnu » (Héritier M., République démocratique du Congo)

10.6 Sécurité, ressources et équité

« Le droit à la sécurité humaine et de ses biens » (Abel M., République démocratique du Congo)
« Le droit équitable aux ressources du pays ! » (Abel M., République démocratique du Congo)
« Droit à la terre et aux ressources » (Héritier M., République démocratique du Congo)
« Droit à la terre nourricière » (Jean Maurice B., Madagascar)

10.7 Engagement collectif et volontariat

« La journée pourrait être un appel à tous pour "S'engager / S'organiser / Faire du volontariat afin de rendre le droit à un logement une réalité" » (Pierre K., France)

11. Quels obstacles empêchent les personnes vivant dans la pauvreté d'accéder à ces droits ?

Quels obstacles empêchent les personnes vivant dans la pauvreté d'accéder à ces droits ? Quelles politiques et mesures correctives suggérez-vous ?

11.1 Crise du logement et inégalités d'accès

« Le manque de logements sociaux abordables pour des budgets restreints. Il faudrait redévelopper la constructions de logements très sociaux, mais aussi développer la recherche de

logements inoccupés en proposant aux propriétaires des contrats garantissant la protection de leurs droits. » (Hugues de C., France)
« Les loyers sont très élevés. Il n'y a pas assez de logements abordables… » (contribution collective, Luxembourg)
« Le fait qu'on n'entre pas dans le moule (pas de salaire, pas de caution, des dettes…) : et donc très compliqué d'avoir un logement ici… » (Martine F., Suisse)
« Une mauvaise politique de réglementation de l'immobilier qui ne donne pas la chance à tout le monde de s'offrir un terrain. Mais aussi, une mauvaise gestion de la politique de logements sociaux. Chez nous, pour avoir accès aux logements sociaux, il faut avoir un capital hors du prix des pauvres. Cela est toujours à l'avantage des riches » (contribution collective, Côte d'Ivoire)
« Manque de logements adaptés et absence de réglementation des promoteurs et des propriétaires. » (Liam P., Royaume-Uni)
« Les gouvernements laissent augmenter les loyers car beaucoup de gens y trouvent un intérêt… Les députés ne sont pas du côté des personnes les plus pauvres. Les pouvoirs publics ne construisent pas assez de logements, ils emploient l'argent à aider des entreprises qui mettent la planète en danger et font du profit sur le dos de tous. » (Michèle M., France)
« Actuellement, au Royaume-Uni, nous connaissons plusieurs personnes (souvent vivant seules) qui sont menacées d'expulsion… » (Diana S., Royaume-Uni)

Mesures proposées :

« Développer massivement le logement social, encadrer les loyers dans les zones tendues, lutter contre les logements vacants, sécuriser les parcours résidentiels (prévention des expulsions). Imposer des normes d'accessibilité ambitieuses dans le neuf, financer davantage l'adaptation des logements existants, contrôler réellement l'application des normes, prioriser l'accès aux logements adaptés pour les personnes handicapées. » (Stéphanie R., France)
« Inventaire des bâtiments vides et appartements inoccupés facilement transformables ; réquisition des logements vides et politique de relogement ; rénovation des logements sociaux dans le respect des habitants et loyers abordables » (contribution collective, France)
« Il faut une aide pour toute personne en ayant besoin. Il faut donc une politique de construction et de réhabilitation de logements décents en nombre suffisant. La loi DALO (Droit au logement opposable) à l'initiative de laquelle se trouve ATD doit être totalement respectée. Les logements doivent être adaptés à leurs occupants, notamment ceux à mobilité réduite, et adaptés aux modifications climatiques à venir. » (Patrick H., France)

11.2 Pauvreté économique et manque de ressources

« Les obstacles : le manque des ressources matérielles et financières empêche les personnes vivant dans pauvreté d'accéder à ces droits. Ce manque des ressources les conduit à vivre dans une insécurité alimentaire, au manque de logement. » (Richard B., République démocratique du Congo)
« Des obstacles dus à un faible revenu, à l'absence d'historique locatif et à des usages discriminatoires » (Shauna K., États-Unis)
« Manque de réserves financières, dépendance à l'endettement, connaissance limitée des dispositifs d'aide sociale » (Ratchakorn K., Thaïlande)

« Au social, je reçois 900.- mais mon loyer est plus cher de 80.- et je dois prendre 80.- de mon argent (700) de vie et c énorme sur mon budget » (Martine F., Suisse)

Mesures proposées :

« Créer des emplois pour rendre autonome les plus démunis a avoir un chez soi » (Kizer M, République centrafricaine)
« Pour y remédier, il faut des politiques de justice sociale, un partage équitable des richesses, des opportunités pour les jeunes et l'écoute des victimes afin que les solutions soient concrètes et adaptées à leur réalité. » (Arsène O., République démocratique du Congo)
« Programmes de microfinance inclusifs… Éducation financière et renforcement des capacités… Partenariats avec les gouvernements et les ONG… Soutien à des solutions résilientes face au climat… Plaidoyer pour un changement systémique. » (Doug F., Australie)

11.3 Discriminations, stigmatisation et manque de reconnaissance

« Discrimination, sentiment de supériorité, imposition d'un seul mode de vie. » (Sylvie D., France)
« Obstacles sociaux : Discriminations (origine, handicap, situation familiale), Stigmatisation des personnes précaires, Isolement social, Manque d'information sur les droits existants » (Stéphanie R., France)
« Le principal obstacle est le manque de considération pour ces personnes ou familles. » (Jean T., France)
« Si tu vis dans la pauvreté souvent tu n'es pas considéré. C'est comme si tu n'as pas de valeurs et cela te rend encore plus vulnérable » (contribution collective, Burkina Faso)
« Quand on est pauvres les gens se croient être capables de nous traiter tel que des esclaves… C'est de l'esclavage, on doit se faire connaître nos droits, les traitements qu'on mérite » (contribution collective, Madagascar)
« Les personnes en situation de pauvreté ne s'aventurent pas parce qu'elles ne se sentent pas valorisées et n'essaient pas d'obtenir de l'aide » (Rosetta S., États-Unis)
« Les personnes vivant dans la pauvreté sont souvent confrontées à un « cercle vicieux » d'impuissance, de stigmatisation et de privation matérielle qui les empêche d'accéder aux droits humains fondamentaux » (Gasper M., Tanzanie)

Mesures proposées :

« Il faut faire des affichages dans les espaces publics sur les représentations car chacune d'elle porte atteinte à l'ensemble de l'humanité, pas qu'aux pauvres. » (Nathalie M., France)
« Les droits humains devraient être la base des politiques, lois et règlements. Ce n'est pas le cas actuellement » (contribution collective, Pays-Bas)

11.4 Manque d'information, d'éducation et capacité à faire valoir ses droits

« L'analphabétisme, le fait qu'ils soient pauvres et ignorants de leurs droits et de leur accès à ceux-ci. » (Gracy F., Inde)
« Je suppose que la plupart des gens ne savent pas qu'ils ont ces droits et/ou sont simplement concentrés sur le fait de survivre » (Jeff S., France)
« Les personnes en situation de pauvreté sont souvent victimes du manque d'informations, de la peur de réclamer leurs droits… » (El Hadji G., Sénégal)

« La pauvreté fait que l'être humain qui est atteint ne soit pas à mesure de se défendre vu qu'il n'a pas de ressources pour se défendre… » (Archimed M., République démocratique du Congo)

Mesures proposées :

« Mise en avant de l'éducation populaire dans la connaissance des droits » (contribution collective, France)
« Toujours se rendre disponible auprès de cette catégorie de personnes vulnérables, afin de les initier à parler lorsqu'elles sont devant des obstacles… et les dénoncer auprès de défenseurs de droits de l'homme… » (Archimed M., République démocratique du Congo)
« Le principal plaidoyer à faire est que l'éducation soit gratuite, parce que ça impacte la place de la personne dans la société et sa sécurité pour l'avenir. » (Lucas R., Madagascar)

11.5 Défaillances des institutions, gouvernance et accès aux services

« La lourdeur administrative française, la complexité des démarches, la multiplicité des interlocuteurs, la dématérialisation, la méconnaissance… » (contribution collective, France)
« Parfois, vous devez remplir certaines conditions. Votre demande peut être rejetée… Les services sociaux ne fournissent pas suffisamment d'aide. On me dit : nous ne sommes pas ici pour vous fournir un logement, mais pour vous aider à en trouver un. » (Patrick L., États-Unis)
« Obstacles : absence de politiques inclusives, spéculation foncière, exclusion des plus pauvres des décisions » (Edlich C., Haïti)
« Le premier obstacle c'est le système de gouvernance et le manque du bon sens de ceux qui prennent des décisions sur leur vie, deuxièmement c'est le manque de reconnaissance de leurs propres droits. » (Jean-Luc K., République démocratique du Congo)
« Le premier obstacle c'est que la personne n'a pas le droit de parler dès qu'elle a une demande… » (Nathalie M., France)

Mesures proposées :

« Accompagnement humain dans les services publics, maintien d'alternatives au tout-numérique, réduction des délais administratifs. » (Stéphanie R., France)
« Établir un Fonds universel de subsistance, intégrer le droit au logement, construire des infrastructures écologiques, créer des services à guichet unique et promouvoir des programmes de sensibilisation » (Ratchakorn K., Thaïlande)
« Les décideurs doivent définir des stratégies de lutte contre la pauvreté : construire des communautés locales, des économies et des infrastructures locales et une bonne gouvernance responsable et transparente qui fait une redistribution équitable des ressources sans aucune discrimination. » (Richard B., République démocratique du Congo)

11.6 Facteurs structurels, environnementaux et sécuritaires

« Dans l'Est de la RDC, ce droit fondamental se heurte d'abord à un mur : celui de l'insécurité chronique… » (Abel M., République démocratique du Congo)
« Accaparement des terres… les paysans se retrouvent chassés, sans recours, sans compensation » (Abel M., République démocratique du Congo)
« Le changement climatique entraîne des sécheresses, une dégradation des sols, une baisse des rendements agricoles et une raréfaction de l'eau… » (Ferdinand M., Cameroun)

« Les personnes vivant dans la pauvreté font face à de multiples obstacles interdépendants… La vulnérabilité environnementale… compromet davantage la capacité à garantir un logement digne et durable. » (Doug F., Australie)
« Parmi les obstacles figurent l'occupation et le colonialisme… » (Noureddine S., Palestine)

Mesures proposées :

« Une réforme foncière courageuse et inclusive… tribunaux fonciers accessibles aux plus pauvres » (Abel M., République démocratique du Congo)
« Étendre les réformes foncières… investir dans des logements résilients (anti-cyclones)… » (Jean Maurice B., Madagascar)
« Les priorités incluent le renforcement de la sécurité, le développement de l'agriculture durable, la création d'emplois pour les jeunes, l'accès à l'eau potable et le développement de programmes de logement social » (Ferdinand M., Cameroun)
« Soutenir les coopératives locales… Financer et former des coopératives agricoles et minières… » (Abel M., République démocratique du Congo)

12. Autres réflexions/expériences à ajouter sur Dignité et Droits Humains

12.1 Dignité humaine et droits humains : fondements et principes

« La dignité humaine est la valeur inhérente et inaliénable de chaque individu, servant de fondement aux droits humains universels qui protègent contre l'humiliation et le manque de respect » (Gasper M., Tanzanie)

12.2 Dignité vécue dans la vie quotidienne

« Pour moi, la dignité humaine ne se résume pas à une déclaration de principe. Elle se joue dans les gestes quotidiens, dans la manière dont on est regardé, écouté et considéré » (Stéphanie R., France)
« La dignité, pour moi, c'est : pouvoir circuler librement, ne pas dépendre en permanence de la bonne volonté d'autrui, être consulté plutôt que décidé à ma place, ne pas être réduit à mon handicap ou à mes limites » (Stéphanie R., France)
« La dignité commence par l'écoute, le respect et la reconnaissance » (Edlich C., Haïti)

12.3 Logement, sécurité et conditions de vie fondamentales

« Accès pour tous au logement, logement vivable, convenable (ex : coût de l'énergie) » (contribution collective, France)
« Comment aider les pauvres à ne pas se faire expulser de leur terre ou logement » (Ernest B., Côte d'Ivoire)
« Droit d'avoir un chez soi. Et accès aux soins ; droit à la santé avec la durée pour pouvoir consulter. Et nourriture : important de pouvoir manger » (Martine F., Suisse)

12.4 Accès à la nourriture, santé et besoins essentiels

« Oui, les coupons d'aide-alimentaires délivrés par les mairies ou les départements doivent ressembler à une carte bancaire de débit pour ne pas avoir « la honte » aux caisses. Le choix de la nourriture est également important » (Nathalie M., France)

« Droit d'avoir un chez soi. Et accès aux soins ; droit à la santé avec la durée pour pouvoir consulter. Et nourriture : important de pouvoir manger » (Martine F., Suisse)
« Le droit de se nourrir est lié au droit d'habiter la terre » (Nathalie M., France)

12.5 Éducation, conscience et autonomisation

« L'éducation est l'arme la plus puissante pour que la dignité humaine soit respectée… l'éducation aide aussi à reconnaître sa valeur en tant qu'humain et savoir comment surmonter et agir malgré ses influences » (Grace K., République démocratique du Congo)
« Dans ce siècle, la dignité humaine est recherchée dans le monde… cette question des droits humains ferait objet d'un enseignement dans les écoles voire au sein des familles » (Cyrille M., République démocratique du Congo)
« À Madagascar, la dignité est liée à la résilience communautaire face à la pauvreté… Il faut plus d'éducation aux droits pour *empower* les plus vulnérables » (Jean Maurice B., Madagascar)

12.6 Travail, revenus et protection économique

« Droit au travail car après 50 ans, pas évident de trouver » (Martine F., Suisse)
« Le travail et la dignité » (contribution collective, Burkina Faso)
« Sans protection des droits, pas de sortie de la pauvreté » (Toussaint B., Tchad)

12.7 Violences, exclusion, justice et responsabilité publique

« La reconnaissance de cette souffrance et la recherche de justice pour les victimes sont une part fondamentale de la restauration de la dignité » (Abel M., République démocratique du Congo)
« Il est difficile dire les institutions des États des pays du monde jouent efficacement leur responsabilités… violences, viols, massacres, traitement inhumain… » (Philemon K., République démocratique du Congo)
« Il faut s'assurer que le gouvernement écoute et agisse sur nos droits humains… ils doivent être tenus responsables » (contribution collective, Royaume-Uni)

12.8 Réflexions générales / paroles fortes pour la note conceptuelle

« La dignité humaine est le fondement de tous les droits humains. Sans dignité, il ne peut y avoir ni paix ni développement durable. Le respect de la dignité humaine doit être une priorité mondiale » (Sephanie M., République démocratique du Congo)
« La dignité humaine doit être le point de départ de toute politique publique » (Jacob C., République démocratique du Congo)
« Pour l'estime de soi des personnes en pauvreté, il est essentiel que la dignité humaine et les droits humains soient respectés et appliqués » (contribution collective, Pays-Bas)
« La dignité humaine exige une sécurité égale dès la naissance. Un Fonds universel de subsistance garantirait aux citoyens une réserve sur laquelle compter en période de crise, réduisant la dépendance à l'endettement informel et affirmant une protection sociale fondée sur les droits » (Ratchakorn K., Thaïlande)

13. Autres réflexions/expériences à ajouter sur le droit à un chez soi sur une planète durable

13.1 Le logement est une condition fondamentale de la dignité humaine

« Chaque personne devrait disposer d'un logement décent. » (Gracy F., Inde)

« Le droit de chacun à vivre dans la dignité sur notre planète n'est possible que si nous respectons à notre tour cette dignité. » (Susanne P., Suisse)
« Sans logement, une personne est vulnérable à toutes les formes de violations des droits humains. » (Sephanie M., République démocratique du Congo)
« Je pense simplement que tout le monde devrait avoir un endroit sûr où vivre, car sans logement, la participation devient presque impossible. » (Marcel S., Autriche)
« Le logement est la base de tous les autres droits. Sans logement stable, il est difficile d'accéder à l'éducation, au travail ou à la santé. » (Jacob C., République démocratique du Congo)
« Lorsqu'une personne perd son logement, elle perd aussi la reconnaissance et le respect au sein de la société. » (Thompson A., Cameroun)

13.2 Le vécu du sans-abrisme et de l'instabilité du logement est une violence quotidienne

« Le temps d'attente pour un logement social d'urgence est incroyablement long [...] Qui rêve de cela ? » (Nathalie M., France)
« Il est mort dans son nouveau logement. Ses copains ne savaient pas où il était [...] C'est trop douloureux. » (Nathalie M., France)
« J'ai connu des personnes et des familles qui étaient obligées de déménager chaque année [...]. C'était une vie très instable [...] » (Justin B., République démocratique du Congo)
« Je vois des gens qui portent leur maison sur leur dos, passent le temps à mendier [...] » (contribution collective, Burkina Faso)
« Je connais des femmes qui vivent sous les ponts [...] » (contribution collective, Burkina Faso)
« [...] d'autres profitent de dormir au marché quand il ferme. » (contribution collective, Burkina Faso)
« [...] les personnes âgées [...] ils me disent souvent que si je trouve un toit, même un chantier où ils peuvent s'abriter. » (contribution collective, Burkina Faso)
« C'est notre vécu de tous les jours de voir les gens qui n'ont pas d'endroit où dormir. » (contribution collective, Burkina Faso)

13.3 Le logement ne se limite pas à un toit, mais à "habiter"

« dépasser la simple notion de logement [...] vers celle d'habiter. » (Kévin M., République centrafricaine)
« L'intégration de l'urbanisme et le respect de la vie sociale dans le logement sont essentiels pour une ville inclusive. » (Kévin M., République centrafricaine)
« Le droit d'habiter comme rempart contre la violence sociale » (Toussaint B., Tchad)
« Pour moi, habiter la terre ne signifie pas seulement occuper un espace physique. » (Charmant B., République démocratique du Congo)
« vivre sans être constamment menacé de déplacement » (Charmant B., République démocratique du Congo)
« un logement écologique mais isolé socialement ou hors des services essentiels n'est pas un véritable chez-soi. » (Stéphanie R., France)

13.4 Un logement digne suppose des conditions de vie adéquates (santé, espace, services)

« un logement qui favorisera son épanouissement physique, mental et social » (Philemon K., République démocratique du Congo)
« un logement spacieux avec de l'eau, de courant électrique, jardins potagers, arbres fruitier (espace vert) et des fleurs. » (Philemon K., République démocratique du Congo)
« il inclut la qualité de vie, la sécurité, l'accessibilité et la durabilité environnementale. » (Stéphanie R., France)
« la dignité passe par la possibilité de circuler librement, de vivre de manière autonome » (Stéphanie R., France)
« [...] ne pas dire qu'on a un logement un chez soi, mais qui nuit à ma santé [...] exemple dans un dépotoir. » (Jean-Luc K., République démocratique du Congo)
« [...] avoir une maison pour survivre [...] dans un milieu [...] où la sécurité reste totale. » (Archimed M., République démocratique du Congo)

13.5 Le logement doit être accessible à tous, notamment aux personnes vulnérables

« Beaucoup de logements ne sont pas accessibles : portes trop étroites, absence d'ascenseur, salles de bain inadaptées. » (Stéphanie R., France)

13.6 Le droit au logement dépend de choix politiques et doit être garanti

« garantir le logement comme un droit de valeur constitutionnelle et non comme un simple produit de marché. » (Kévin M., République centrafricaine)
« C'est la transformation des promesses en rapport avec la politique sociale de logement en action. » (Crispin K., République démocratique du Congo)
« toute commune doit prévoir plusieurs logements destinés à héberger des personnes en cas de catastrophe » (Hugues de C., France)
« Les décideurs politico-administratifs devraient mettre en place des politiques pour assurer à chacun un bon logement d'une manière durable. » (Richard B., République démocratique du Congo)
« Il devrait y avoir une politique permettant aux personnes pauvres de posséder des terres à un coût abordable. » (Venance M., Tanzanie)
« Les gouvernements devraient mettre en place des mécanismes efficaces de lutte contre la corruption [...] » (Richard B., République démocratique du Congo)

13.7 L'accès à la terre est une condition essentielle du droit au logement

« posséder des terres à un coût abordable » (Venance M., Tanzanie)
« l'on ne peut pas construire sans avoir la terre » (Archimed M., République démocratique du Congo)
« L'accès à la terre devrait devenir un facteur entièrement contrôlé » (Richard B., République démocratique du Congo)

13.8 Le logement est indissociable des enjeux environnementaux

« il inclut [...] la durabilité environnementale. » (Stéphanie R., France)
« la crise du logement, la pauvreté et la dégradation de l'environnement sont liées. » (Charmant B., République démocratique du Congo)
« intégrer la biodiversité unique de Madagascar [...] » (Jean Maurice B., Madagascar)
« logement écologique [...] réduire les émissions de carbone » (Shahidul I., Bangladesh)
« Habiter la terre doit inclure une dimension de réparation environnementale. » (Abel M., République démocratique du Congo)
« relie la dignité humaine à la survie écologique » (Gasper M., Tanzanie)
« logements décents, écologiques et résilients face aux risques environnementaux. » (Ratchakorn K., Thaïlande)

13.9 Les inégalités, la stigmatisation et le regard social aggravent l'exclusion

« Les personnes pauvres sont cataloguées [...] » (Gladys M., Colombie)
« [...] avoir un regard positif pour les plus pauvres » (Kizer M., République centrafricaine)
« la société les avait abandonnés comme s'ils n'existaient pas. » (contribution collective, Burkina Faso)

13.10 Les crises (guerres, catastrophes, déplacements) aggravent la privation de logement

« Beaucoup de familles vivent sans logement digne, déplacées par les guerres ou la pauvreté. » (Arsène O., République démocratique du Congo)
« incendies, éboulements [...] éruption volcanique de Goma. » (Daniel A., République démocratique du Congo)

13.11 Le logement conditionne l'ancrage social, familial et communautaire

« on ne tient pas compte du quartier où la personne a encore quelques liens sociaux » (Nathalie M., France)
« impossible de les loger dans un studio » (Nathalie M., France)
« Ses copains ne savaient pas où il était et son frère ne savait pas comment [...] aller le voir. » (Nathalie M., France)
« les enfants étaient obligés de changer d'école chaque année. » (Justin B., République démocratique du Congo)
« Cela devrait avoir comme conséquence [...] cette rupture [...] de la chance d'apprendre dans une bonne école » (Justin B., République démocratique du Congo)

14. Quels types d'outils pour organiser correctement les contributions (en particulier collectives) ?

Nous vous avions posé la question des outils de mobilisation dont vous aviez éventuellement besoin pour favoriser les contributions à la consultation (en particulier les contributions collectives ?)

1) Espaces de rencontre, participation et dynamiques collectives

- « Une salle de réunion accessible à tous et à tous moments car les contributions, c'est la vie de tous les jours qui peuvent être notées avec leurs galères et la résolution à plusieurs. » (Nathalie M., France)
- « C'est oser croiser les Universités Populaires entre pays et entre les régions. Qu'est-ce que cela peut s'appauvrir lorsque le groupe ne se renouvelle pas et ne rencontre pas d'autres. C'est une mesure urgente. » (Nathalie M., France)
- « Des espaces de rencontre. Du soutien par les institutions de ces rencontres. Du temps d'animation de ces rencontres. » (Bruno R., France)
- « Temps d'échange avec règles simples (écoute, respect, non-jugement) » (Charmant B., République démocratique du Congo)
- « ateliers communautaires avec tableaux papier » (Jean Maurice B., Madagascar)
- « Réunions communautaires locales » (Jacob C., République démocratique du Congo)
- « Discussion en petits groupes pour comprendre leurs droits fondamentaux. » (Agatha M., Tanzanie)
- « Nous souhaitons également avoir notre propre salle pour les activités. » (contribution collective, Burkina Faso)

2) Outils numériques et communication digitale

- « Par l'organisation des visio-conférences en utilisant soit l'application Zoom, Google Meet ou Teams » (Philemon K., République démocratique du Congo)
- « Formulaires numériques simples pour collecter des contributions collectives (via apps gratuites comme Google Forms) » (Jean Maurice B., Madagascar, et Jacob C., République démocratique du Congo)
- « Ici le numérique n'est pas facile, peut-être un compte Facebook de *refuserlamisere* dédié aux témoignages. » (Lucas R., Madagascar)
- « Groupes WhatsApp » (Jacob C., République démocratique du Congo)
- « systèmes de suivi par SMS » (Ratchakorn K., Thaïlande)

3) Questionnaires, boîtes à idées, cahiers, enregistrements

- « Des questionnaires pas trop longs avec demandes d'exemples. » (Hugues de C., France)
- « Cahiers communautaires / carnets collectifs » (Charmant B., République démocratique du Congo)
- « enregistrements audio » (Sephanie M., République démocratique du Congo)
- « Boîtes à idées physiques » (Abel M., République démocratique du Congo)

4) Supports de sensibilisation et communication (physiques et visuels)

- « Affiches et banderoles pour promouvoir les évènements locaux. » (Kévin M., République centrafricaine)
- « Les différents textes légaux, les boîtes à images, les matériels de sensibilisation. » (Crispin K., République démocratique du Congo)
- « supports pédagogiques simples » (Edlich C., Haïti)
- « Documents écrits, dépliants, prospectus. » (Josephine A., Nigeria)

- « Des visuels et messages adaptés au partage en ligne ; des kits pour événements ; des témoignages et des supports créatifs à diffuser. » (Liam P., Royaume-Uni)
- « Guides simplifiés traduits dans les langues locales » (Jacob C., République démocratique du Congo)
- « Des tracts à utiliser pour parler aux personnes dans la rue de ce que nous allons faire. » (contribution collective, Royaume-Uni)
- « Guides de discussion (focus groups) illustrés » (Abel M., République démocratique du Congo)

5) Mobilisation citoyenne et actions collectives

- « Outils de mobilisation citoyenne, rassemblements et marches, » (Kévin M., République centrafricaine)
- « caravane de la solidarité » (Seynabou M., Sénégal)
- « Les outils de mobilisation incluent la pression exercée sur les gouvernements. » (Noureddine S., Palestine)

6) Inclusion et participation

- « Nous sommes riches de nos vécus et encore aujourd'hui, on en laisse beaucoup de côté. Et ce n'est pas parce qu'on réfléchit qu'on n'est pas pauvre et que nous devons nous taire. » (Nathalie M., France)
- « permettre à chacun de s'exprimer, même sans maîtrise de l'écrit. » (Charmant B., République démocratique du Congo)

7) Médias et diffusion large

- « Radios communautaires » (Abel M., République démocratique du Congo)
- « radio télévision pour porter la crise des personnes en situation de pauvreté » (contribution collective, Burkina Faso)

15. Quelles interactions avec le public le 17 octobre ?

Quels types d'outils de mobilisation utiliseriez-vous ou vous faudrait-il pour interagir avec le public lors des célébrations du 17 octobre ?

1) Témoignages, parole et expression directe

« Les mini-interview lors des marchés précédents sont riches de dialogue grâce à la déambulation des hommes ou femmes sandwich ! » (Nathalie M., France)
« témoignages, films et documentaires pour échanger sur la pauvreté » (Kévin M., République centrafricaine)
« Récits de vie, pour valoriser la parole des personnes ayant l'expérience de la pauvreté. » (Kévin M., République centrafricaine)
« Je suis fan des témoignages que l'on peut partager (sous forme d'affiches, de capsules vidéo, etc., ...). » (Carine M., France)

« Micro-trottoir ou interviews publiques » (Héritier M., République démocratique du Congo)
« Discours ou témoignages de personnes vivant dans la pauvreté » (Héritier M., République démocratique du Congo)
« la parole par soit les poèmes ou messages ou chanson ou ateliers des messages » (Grace K., République démocratique du Congo)
« Vidéos ? Témoignages vivants ? » (Lucas R., Madagascar)
« Témoignages vidéo courts » (Jacob C., République démocratique du Congo)
« Témoignages publics » (Jacob C., République démocratique du Congo)
« Donner un accès au micro pour que chaque personne s'exprime librement » (Philemon K., République démocratique du Congo)
« Filmer avec un simple téléphone portable des témoignages poignants de déplacés » (Abel M., République démocratique du Congo)

2) Outils visuels, affiches, banderoles, supports physiques

« Les expositions à l'extérieur sont fédératrices » (Nathalie M., France)
« L'album photos du groupe local » (Nathalie M., France)
« Affiches, pancartes et banderoles » (Charmant B., République démocratique du Congo)
« Photographies ou expositions » (Héritier M., République démocratique du Congo)
« les affiches, les banderoles, les T-SHIRTS » (Crispin K., République démocratique du Congo)
« Documents/affiches avec quelques chiffres clés récents » (contribution collective, France)
« affiches, les pancartes, les T-shirts avec des messages éducatifs » (Richard B., République démocratique du Congo)

3) Outils numériques, réseaux sociaux, vidéo

« WhatsApp » (Charmant B., République démocratique du Congo)
« Témoignages vidéo courts » (Jacob C., République démocratique du Congo)
« Campagnes sur les réseaux sociaux » (Jacob C., République démocratique du Congo)
« Organisation de vision conférence sur Zoom, Google meet » (Philemon K., République démocratique du Congo)

4) Médias (radio, diffusion, communication large)

« émissions radio » (Kévin M., République centrafricaine)
« radios communautaires » (Seynabou M., Sénégal ; Séphanie M., République démocratique du Congo ; Edlich C., Haïti ; Archimed M., République démocratique du Congo)
« bulletins d'information communautaires » (Marcel S., Autriche)
« jingles » (Josephine A., Nigeria)

5) Rassemblement, repas, marche, rencontres, mobilisation collective

« rassemblements et marches » (Kévin M., République centrafricaine)
« Manifestation ou Marches pacifiques » (Abel M., République démocratique du Congo)
« Faire signer des pétitions » (contribution collective, Suisse)
« Manifester devant le palais fédéral » (contribution collective, Suisse)
« plaidoyer auprès des politiques » (Marie-Laure de N., France)
« Goûter solidaires » (Kévin M., République centrafricaine)

« tables rondes » (Kévin M., République centrafricaine)
« conférences » (Kévin M., République centrafricaine, et Victor H., République démocratique du Congo)
« rencontres locales » (Edlich C., Haïti)
« réunions de discussion, rassemblements, manifestations, foires » (Shahidul I., Bangladesh)
« repas de solidarité » (contribution collective, Pays-Bas)
« rassemblements avec toutes les générations » (contribution collective, France)

6) Outils artistiques, culturels et créatifs

« concert d'une chorale mixte » (Nathalie M., France)
« conférence dansée » (Nathalie M., France)
« pièces de théâtre-forum » (Abel M., République démocratique du Congo)
« supports artistiques » (Kévin M., République centrafricaine)
« animations, sketchs ou saynètes » (Héritier M., République démocratique du Congo)
« dessins autour de la paix » (contribution collective, Luxembourg)
« jeux communautaires » (Ratchakorn K., Thaïlande)

7) Outils pédagogiques, sensibilisation, information

« Kits pédagogiques » (Kévin M., République centrafricaine)
« quiz » (Patrick H., France)
« tracts et flyers » (Charmant B., République démocratique du Congo)
« Documents écrits, dépliants, prospectus » (Josephine A., Nigeria)
« stands d'information à guichet unique » (Ratchakorn K., Thaïlande)
« note explicative sur le thème de l'année » (Justin B., République démocratique du Congo)

8) Réseautage, dynamique collective

« Mise en réseau » (Narumol N., Thaïlande)
« partenariats avec des ONG » (Jean Maurice B., Madagascar)

9) Messages et contenu informatif (sur les droits et le logement)

« état des lieux du mal logement » (Carine M., France)
« lutter contre les idées fausses sur le logement » (Patrick H., France)
« film illustratif qui parle de droits humains » (Grace K., République démocratique du Congo)

16. Échos des rencontres par Zoom

Comme chaque année depuis trois ans maintenant, nous permettons aux personnes ayant contribué à la consultation de discuter ensemble par Zoom. Cette année, cinq de ces rencontres en ligne ont été organisées : deux en anglais, deux en français et une en espagnol.

Malheureusement, nous ne disposons plus de l'espace requis pour nous appesantir en long et en large sur les témoignages exprimés à cette occasion. Nous retiendrons toute fois que plusieurs personnes nous ont rappelé que leur boulot de terrain c'était d'agir. Par conséquent, nous avons été encouragés à stimuler l'action plutôt que d'organiser des réunions interminables.

Aussi, une autre critique constructive qui nous a été lors des Zoom est de veiller à fournir un questionnaire à la fois court et plus facile à lire et à comprendre. Ce qui pourrait aider, nous a-t-on dit, c'est de faire trois documents au lieu d'un : 1) un document qui présente le ou les thèmes choisis pour la consultation, 2) le questionnaire proprement dit, 3) un document annexe avec, par exemple, les thèmes précédents du 17 octobre.

Nous essayerons de prendre en compte ces quelques remarques pour la prochaine consultation.